

Foire aux questions

➔ Le dispositif prime à la conversion 2021

- ◇ [A quoi sert la prime à la conversion ?](#)
- ◇ [Quels sont les vieux véhicules repris ?](#)
- ◇ [Quelles conditions doit remplir le nouveau véhicule ?](#)
- ◇ [Qu'est-ce que c'est que l'homologation selon le cycle d'essais WLTP ?](#)
- ◇ [Quelles sont les conditions d'application de la nouvelle norme WLTP ?](#)
- ◇ [Peut-on cumuler la prime à la conversion et le bonus écologique ?](#)
- ◇ [Quelles sont les règles de la prime à la conversion applicables au client ?](#)
- ◇ [Quel est le montant de la prime ?](#)
- ◇ [Est-il possible de toucher la prime à la conversion et payer le malus ?](#)
- ◇ [Quels sont les certificats Crit'Air ?](#)
- ◇ [Faut-il joindre à la demande d'aide une vignette Crit'Air ?](#)
- ◇ [Pourquoi y a-t-il de multiples conditions ?](#)
- ◇ [Quelles sont les références légales ?](#)
- ◇ [Qu'est-ce qu'une ZFE ?](#)
- ◇ [Quelles sont les conditions à remplir pour bénéficier de l'aide majorée ZFE ?](#)
- ◇ [Quel véhicule peut prétendre à l'aide « rétrofit » ?](#)
- ◇ [Quelles conditions doit remplir un véhicule pour prétendre à l'aide "rétrofit" ?](#)
- ◇ [Quelles sont les conditions à remplir pour bénéficier de la Prime à la conversion pour l'acquisition d'un vélo à assistance électrique ?](#)

Foire aux questions

L'obtention de la prime à la conversion

- ◇ [Qui verse l'aide ?](#)
- ◇ [Quelles sont les modalités pour percevoir l'aide lorsque l'acquisition est effectuée auprès d'un professionnel ?](#)
- ◇ [Quelles démarches faut-il effectuer pour pouvoir procéder à l'avance de l'aide ?](#)
- ◇ [J'étais déjà conventionné avec l'ASP mais je n'arrive plus à me connecter à l'extranet BonusEco, comment dois-je procéder ?](#)
- ◇ [A quelle adresse dois-je envoyer la convention et/ou l'annexe 2 ?](#)

Les bénéficiaires de la prime à la conversion

- ◇ [Le client a un revenu fiscal de référence par part inférieur ou égal à 13 489 euros, quels sont ses avantages ?](#)
- ◇ [Comment savoir si mon client a un revenu fiscal de référence par part inférieur ou égal à 13 489 euros ?](#)
- ◇ [Comment savoir si mon client fait partie des ménages français les plus modestes ?](#)
- ◇ [Comment fonctionne la prime dédiée aux « gros rouleurs » ?](#)
- ◇ [Est-ce qu'une personne rattachée fiscalement à ses parents peut bénéficier de la prime à la conversion ?](#)
- ◇ [Si le délai de conservation du véhicule et que le nombre de kilométrage avant de le céder n'a pas été respecté ou si le contrat de location a été porté à moins de deux ans, est-ce que le client doit restituer l'aide ?](#)
- ◇ [Est-ce qu'un client qui a hérité d'une vieille voiture il y a plus d'un an et qui n'a pas fait refaire le certificat d'immatriculation peut bénéficier de la prime à la conversion dans le cadre de l'acquisition ou la location d'un véhicule peu polluant ?](#)
- ◇ [Est-ce que le locataire d'une voiture qui n'a pas fait refaire son certificat d'immatriculation à la levée d'option d'achat du véhicule, datant de plus d'un an, peut bénéficier de la prime à la conversion dans le cadre de l'acquisition ou la location d'un véhicule peu polluant ?](#)
- ◇ [Si le nom de mon client a changé et qu'il n'a pas fait refaire son certificat d'immatriculation, peut-il percevoir l'aide ?](#)

Foire aux questions

- ◇ [Dans le cas d'un couple, si le certificat d'immatriculation du véhicule neuf est établi au nom de l'un des époux alors que le véhicule destiné à être mis au rebut est immatriculé au nom de l'autre époux, peuvent-ils bénéficier de la prime à la conversion ?](#)
- ◇ [Dans le cas d'un couple, si l'un des époux souhaite acquérir un véhicule propre \(la facture et le certificat d'immatriculation seront à mon nom\) et que celui-ci apparaît seulement comme co-titulaire sur le certificat d'immatriculation du véhicule destiné à la mise au rebut, peut-il bénéficier de la prime à la conversion ?](#)
- ◇ [Si le certificat d'immatriculation du véhicule destiné à la mise au rebut est établi au nom de l'enfant de mon client, est ce que mon client peut bénéficier de la prime à la conversion dans le cadre de l'acquisition ou la location d'un véhicule peu polluant ?](#)
- ◇ [Est-ce qu'un gérant d'une société peut bénéficier de la prime à la conversion lorsque le véhicule peu polluant est acquis ou loué par la société et que le certificat d'immatriculation du véhicule destiné à la mise au rebut est établi au nom propre du gérant de la société ?](#)

➔ [Les véhicules repris et achetés](#)

- ◇ [Un deux-roues, un trois-roues et un quadricycle sont-ils éligibles à la prime à la conversion ?](#)
- ◇ [Si la mise au rebut du vieux véhicule intervient avant la date de facturation du nouveau véhicule, est ce que mon client peut bénéficier de la prime à la conversion ?](#)
- ◇ [Est-ce que le véhicule destiné à être mis au rebut doit être à jour au niveau du contrôle technique ?](#)
- ◇ [Est-ce qu'un véhicule DERIV VP ou VASP peut donner droit à la prime à la conversion ?](#)
- ◇ [Le véhicule destiné à être mis au rebut doit être immatriculé en France en série normale ou avec un numéro définitif. Qu'est-ce que l'on entend par immatriculation en série normale ou avec un numéro définitif ? Est-ce qu'un véhicule diplomatique ou un véhicule avec une immatriculation spécifique peut donner droit à la prime à la conversion ?](#)
- ◇ [Comment s'assurer que le centre de véhicules hors d'usage \(VHU\) est bien agréé ?](#)
- ◇ [Comment vérifier qu'un véhicule CTTE électrique rechargeable respectant la contrainte d'autonomie est de classe I, de classe II ou de classe III ?](#)

Foire aux questions

Le dispositif Bonus écologique 2021

- ◇ [Quelles sont les règles du bonus véhicule neuf applicables au client ?](#)
- ◇ [Quel est le montant du bonus véhicule neuf ?](#)
- ◇ [Quels sont les éléments à prendre en compte pour calculer le coût d'acquisition ?](#)
- ◇ [Quelles sont les règles du bonus véhicule d'occasion applicables au client ?](#)
- ◇ [Quelles sont les conditions pour bénéficier du bonus véhicules lourds ?](#)
- ◇ [Quelle condition un client doit-il remplir pour bénéficier de la majoration bonus dans les collectivités d'outre-mer ?](#)

Foire aux questions

Le dispositif prime à la conversion 2021

◇ A quoi sert la prime à la conversion ?

L'État veut accélérer le renouvellement du parc automobile ancien et polluant en aidant tous les Français à acheter un véhicule neuf ou d'occasion plus propre en échange de la mise au rebut d'un vieux véhicule.

◇ Quels sont les vieux véhicules repris ?

Le vieux véhicule mis au rebut doit être une voiture ou une camionnette, dont le poids total autorisé en charge n'excède pas 3,5 tonnes et répondant aux critères ci-après.

Revenu fiscal de référence par part inférieur ou égal à 13 489 €	
Véhicule diesel immatriculé avant 2011	Véhicule essence immatriculé avant 2006

S'agissant du revenu fiscal de référence par part, l'avis d'imposition à prendre en compte est celui de l'année précédant l'acquisition du nouveau véhicule (Ex : pour un véhicule acheté en 2021 l'avis d'imposition à prendre en compte sera celui de 2020 au titre des revenus de 2019).

Le vieux véhicule doit :

- appartenir depuis au moins un an au bénéficiaire de la prime à la conversion ;
- être immatriculé en France dans une série normale ou définitive ;
- ne pas être gagé ;
- ne pas être considéré comme un véhicule endommagé par un expert au sens des dispositions des articles L. 327-1 à L. 327-6 du code de la route ou fait l'objet d'un contrat d'assurance en cours de validité depuis au moins un an à la date de sa remise pour destruction ou à la date de facturation du véhicule acquis ou loué ;

Le vieux véhicule doit impérativement être mis au rebut dans un centre agréé VHU (véhicules hors d'usage) qui se chargera de recycler le véhicule.

> Découvrez les centres agréés VHU par département : https://umap.openstreetmap.fr/fr/map/carte-nationale-de-recensement-des-centres-vhu-agr_139763#5/45.368/1.846

Vous pouvez retrouver ces critères en vous référant à l'article D. 251-3 du code de l'énergie : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000023983208&idArticle=LEGIARTI000031748209>

◇ Quelles conditions doit remplir le nouveau véhicule ?

Le nouveau véhicule acquis ou loué peut être une voiture particulière, une camionnette, un deux ou trois roues à moteur ou un quadricycle à moteur (si la puissance maximale nette du moteur est supérieure à 2 kilowatts dans ces deux derniers cas).

Ensuite le véhicule doit être immatriculé en France avec un numéro définitif et ne pas être cédé par l'acquéreur :

- Dans les six mois suivant son acquisition ni avant d'avoir parcouru au moins 6 000 kilomètres, dans le cas d'une voiture particulière ou d'une camionnette ;
- Dans l'année suivant sa première immatriculation ni avant d'avoir parcouru au moins 2 000 kilomètres dans le cas d'un véhicule à deux ou trois roues moteur, ou quadricycle à moteur.

Foire aux questions

Dans le cas d'une location, le contrat doit être conclu pour une durée de deux ans minimum.

Enfin deux types de véhicules, qu'ils soient neufs ou d'occasions, peuvent donner droit à la prime à la conversion :

- Les véhicules dont le taux d'émission de CO₂ est inférieur ou égal à 50 grammes par kilomètre ;
- entre 51 G/KM et 104 G/KM NEDC (ou 132 G/KM WLTP) pour les véhicules neufs ou véhicules d'occasions avec une date de 1ère immatriculation depuis moins de 6 mois à compter de la date de facturation ;
- entre 51 g/km et 109 g/km NEDC (ou 137 g/km WLTP) pour les véhicules d'occasions avec une date de 1ère immatriculation depuis plus de 6 mois à compter de la date de facturation ;

Attention les véhicules Crit'Air « 2 » ne sont plus éligible à compter du 1er juillet 2021

◇ Qu'est-ce que l'homologation selon le cycle d'essais WLTP ?

Le cycle d'essais WLTP est une méthode d'homologation du véhicule plus représentative de la réalité de conduite que l'ancien cycle NEDC. Elle permet de mesurer plus précisément la consommation de carburant et les émissions des véhicules (CO₂ et polluants).

Comme avec le NEDC, ce nouveau cycle et ses résultats sont harmonisés entre les pays car les valeurs issues des tests sont applicables à l'ensemble des pays de l'Union Européenne.

◇ Quelles sont les conditions d'application de la nouvelle norme WLTP ?

Pour appliquer le plafond WLTP, il convient de se référer à la date de 1ère immatriculation ainsi qu'à la date de facturation du véhicule acquis:

-Si la date de 1ère immatriculation est supérieure ou égale au 1er Mars 2020 et la date de facturation est supérieure ou égale au 5 Mars 2020, la valeur CO₂ est à comparer au plafond WLTP.

-Si la date de 1ère immatriculation est supérieure ou égale au 1er Mars 2020 et la date de facturation est strictement inférieure au 5 Mars, la valeur CO₂ est à comparer au plafond NEDC.

-Si la date de 1ère immatriculation est strictement inférieure au 1er Mars 2020 et la date de facturation est supérieure ou égale au 5 Mars 2020, la valeur de CO₂ est à comparer au plafond NEDC.

Foire aux questions

◇ Peut-on cumuler la prime à la conversion et le bonus écologique ?

Oui. En 2021, les véhicules électriques neufs bénéficient d'un bonus écologique, qui peut s'ajouter à la prime à la conversion. Cumulés, le bonus et la prime à la conversion peuvent atteindre **11 000** euros pour une voiture particulière électrique neuve.

◇ Quelles sont les règles de la prime à la conversion applicables au client ?

Pour appliquer les règles de la prime à la conversion, il est impératif de se baser sur la date de facturation ou sur la date de versement du premier loyer du nouveau véhicule, notamment :

- Pour déterminer le dispositif qui va s'appliquer lors du calcul de votre aide, exemples :
 - * Si la date de facturation du nouveau véhicule est le 29 juin 2021 alors votre demande de prime à la conversion relèvera du dispositif en vigueur jusqu'au 30 juin 2021
 - * Si la date de facturation du nouveau véhicule est le 2 juillet 2021 alors votre demande de prime à la conversion relèvera du nouveau dispositif qui rentre en vigueur le 1er juillet 2021
 - * Si la date de facturation du nouveau véhicule est le 28 juillet 2021 alors votre demande de prime à la conversion relèvera du nouveau dispositif qui rentre en vigueur le 26 juillet 2021

- Pour déterminer si vous pouvez bénéficier de la période transitoire :

En effet, pour appliquer la période transitoire et bénéficier du régime le plus favorable dans votre calcul d'aide, il convient de remplir trois conditions cumulatives :

- * Faire l'acquisition d'un véhicule neuf
- * La date de commande est avant le 30 juin 2021 inclus
- * La date de facturation doit intervenir avant le 31 décembre 2021 inclus
- Pour déterminer l'éligibilité de la demande :

Vous disposez d'un délai de 6 mois à compter de la date de facturation du nouveau véhicule pour déposer votre demande. Si ce délai est dépassé, vous ne pourrez plus déposer votre demande sur l'extranet.

Foire aux questions

◇ Quel est le montant de la prime ?

Le montant de la prime dépend de la catégorie du véhicule acheté et, du revenu fiscal de référence par part du demandeur, du kilométrage effectué pour se rendre au travail.

S'agissant du revenu fiscal de référence par part, l'avis d'imposition à prendre en compte est celui de l'année précédant l'acquisition du nouveau véhicule (Ex : pour un véhicule acheté en 2021 l'avis d'imposition à prendre en compte sera celui de 2020 au titre des revenus de 2019).

Il convient se référer aux [barèmes suivants](#) ou au [simulateur](#).

◇ Peut-on cumuler la prime à la conversion et le bonus écologique ?

Oui, en 2021, les véhicules électriques neufs bénéficient d'un bonus écologique, qui peut s'ajouter à la prime à la conversion. Cumulés, le bonus et la prime à la conversion peuvent atteindre 11 000 euros pour une voiture particulière électrique neuve. En cas de cumul de l'aide, une seule demande de versement doit être présentée pour les deux aides et le paiement est simultané. Toutes les informations sur : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/bonus-malus-ecologique-prime-conversion-et-bonus-velo>

◇ Est-il possible de toucher la prime à la conversion et payer le malus ?

Deux possibilités :

-Non. La prime à la conversion est ouverte aux véhicules dont le taux d'émission de CO2 est inférieur ou égal à 132g/km si le **véhicule est neuf ou d'occasion avec une date de 1ère immatriculation depuis moins de 6 mois à compter de la date de facturation**. Or, le malus touche en 2021 les véhicules émettant plus de 133g de CO2/km.

◇ Quels sont les certificats Crit'Air ?

Le certificat qualité de l'air est un document qui permet de classer les véhicules en fonction de leurs émissions de polluants à l'échappement. Les émissions de polluants à l'échappement (ex : particules fines, oxydes d'azotes...) ont un impact sur la qualité de l'air. Elles sont à distinguer des émissions de dioxyde de carbone qui ont un impact sur l'effet de serre et le changement climatique.

Les différentes classifications (Crit'Air électrique, 1, 2) dépendent de l'énergie utilisée par le véhicule (diesel, essence, électrique, ...), et de sa date de première immatriculation, qui définit la norme euro. Elles sont établies par l'annexe I de l'arrêté du 21 juin 2016 établissant la nomenclature des véhicules classés en fonction de leur niveau d'émission de polluants atmosphériques en application de l'article R. 318-2 du code de la route.

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032749723>

Toutes les informations sur : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/certificats-qualite-lair-critair>

Pour obtenir son certificat qualité de l'air, rendez-vous sur <https://www.certificat-air.gouv.fr/>

Foire aux questions

◇ Faut-il joindre à la demande d'aide une vignette Crit'Air ?

Non. Conformément à l'arrêté du 21 juin 2016 établissant la nomenclature des véhicules classés en fonction de leur niveau d'émission de polluants atmosphériques en application de l'article R. 318-2 du code de la route, les différentes classifications (Crit'Air électrique, 1, 2) dépendent du type du véhicule (voitures particulières, camionnettes ...), de l'énergie utilisée par le véhicule (diesel, essence, électrique, ...), de sa norme euro et à défaut de norme euro de sa date de première immatriculation.

◇ Pourquoi y a-t-il de multiples conditions ?

L'objectif de la prime à la conversion est un renouvellement massif du parc automobile pour améliorer la qualité de l'air. Les conditions d'obtention de la prime (établies par les articles D. 251-1 à D. 251-13 du code de l'énergie) permettent de répondre à cet objectif en établissant des critères sur l'impact environnemental des véhicules, qu'ils soient mis au rebut ou acquis, tout en la laissant accessible au plus grand nombre. En outre, des conditions sont nécessaires car elles permettent d'éviter les cas de fraude qui conduiraient au détournement de l'aide.

◇ Quelles sont les références légales ?

La prime à la conversion est réglementée par les articles D. 251-1 à D. 251-13 du code de l'énergie. Les mesures d'applications sont définies par arrêté.

◇ Qu'est-ce qu'une ZFE ?

Il s'agit d'une **zone à faibles émissions** dont l'accès est réservé aux véhicules les moins polluants afin d'améliorer la qualité de l'air.

Pour consulter la liste des communes éligibles à la surprime ZFE : https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/ZFE-M_liste.pdf

◇ Quelles sont les conditions à remplir pour bénéficier de l'aide majorée ZFE ?

Le montant de la prime à la conversion est majoré lorsque le bénéficiaire est :

- soit une personne physique dont le domicile ou le lieu de travail est situé dans une commune dont une partie du territoire est située au sein d'une zone à faibles émissions
- soit une personne morale justifiant d'un établissement dans une commune dont une partie du territoire est située au sein d'une zone à faibles émissions

Cette valorisation intervient uniquement en complément d'une aide ayant le même objet attribuée par une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales.

Le montant de la majoration est identique au montant de l'aide allouée par une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales, dans la limite de 1 000 euros.

Foire aux questions

◇ Quel véhicule peut prétendre à l'aide « rétrofit » ?

Il s'agit des véhicules appartenant à la catégorie des voitures particulières, camionnettes, deux ou trois roues et quadricycles au sens de l'article R. 311-1 du code de la route et ayant fait l'objet d'une transformation de véhicule à motorisation thermique en motorisation électrique à batterie ou à pile à combustible.

◇ Quelles conditions doit remplir un véhicule pour prétendre à l'aide « rétrofit » ?

Le véhicule doit avoir été acquis depuis au moins un an par le bénéficiaire de la prime au rétrofit électrique définie par le présent article et ne pas être cédé par ce même bénéficiaire dans les six mois suivant l'installation du dispositif de transformation électrique ni avant d'avoir parcouru au moins 6 000 kilomètres.

◇ Quelles conditions à remplir pour bénéficier de la Prime à la conversion pour l'acquisition d'un vélo à assistance électrique ?

Le décret n° 2021-977 du 23 juillet 2021 instaure une prime à la conversion pour l'achat d'un vélo à assistance électrique en contrepartie de la mise au rebut d'un véhicule automobile ancien et polluant.

Pour ces cycles à pédalage assisté, le montant de l'aide est fixé à 40% du coût d'acquisition, dans la limite de 1 500 euros.

Les conditions d'éligibilité (pour le bénéficiaire et le véhicule à recycler) sont identiques à celles définies dans le cadre de la PAC automobile.

Pour rappel, sont éligibles à la Prime à la Conversion : un cycle à pédalage assisté au sens de l'article R311-1 du code de la route et qui n'utilise pas de batterie au plomb.

Foire aux questions

L'obtention de la prime à la conversion

◇ Qui verse l'aide ?

C'est l'Agence de services et de paiement (ASP) qui délivre l'aide au nom de l'État. Les différentes démarches à engager dépendent des situations présentées ci-dessous.

◇ Quelles sont les modalités pour percevoir l'aide lorsque l'acquisition est effectuée auprès d'un professionnel ?

Deux cas de figures :

- soit le vendeur ou le loueur accepte d'avancer le montant de la prime à la conversion, celui-ci est alors déduit du prix d'achat toutes taxes comprises. Le vendeur sera ensuite remboursé par l'État des avances qu'il a consenties dans le cadre d'une convention spécifique conclue avec l'Agence de services et de paiement.
- soit l'avance du montant de l'aide n'est pas consentie par le vendeur ou le loueur de votre véhicule, le demandeur de l'aide doit alors formuler sa demande d'aide via le télé-service dédié (*mettre le lien*), après avoir effectué la transaction et avoir confié son véhicule à un centre véhicules hors d'usage (VHU). A noter que depuis le 2 janvier 2018, les demandes d'aides ne doivent plus être effectuées via le formulaire papier (cerfa 13621*15) mais seulement sur le télé-service dédié.

◇ Quelles démarches faut-il effectuer pour pouvoir procéder à l'avance de l'aide ?

Vous devez au préalable conventionner avec l'Agence de services et de paiement (ASP). La convention est téléchargeable sur le site de l'ASP (*mettre le lien vers la page professionnel*). Vous devrez ensuite transmettre la convention dûment complétée à l'ASP en deux exemplaires et ne pas omettre de joindre les pièces demandées.

La convention prendra effet à la date de signature. Par conséquent, vous devrez attendre le retour de la convention signée par l'ASP pour pouvoir procéder à l'avance de l'aide.

◇ J'étais déjà conventionné avec l'ASP mais je n'arrive plus à me connecter à l'extranet BonusEco, comment dois-je procéder ?

-> si vous n'avez pas changé de SIRET mais que la personne désignée pour être l'interlocuteur de l'ASP et/ou que le courriel du correspondant a changé, il n'y a pas besoin d'établir une nouvelle convention mais il convient néanmoins d'adresser à la direction régionale de l'ASP territorialement compétente l'annexe 2 (fiche d'identification du titulaire de la convention) faisant état de ces nouvelles informations, en deux exemplaires.

-> si vous avez changé de SIRET exemple suite à un déménagement ...), vous devez établir une nouvelle convention et envoyer à la direction régionale de l'ASP territorialement compétente l'ensemble des pièces mentionnées dans le point 1.

◇ A quelle adresse dois-je envoyer la convention et/ou l'annexe 2 ?

Vous devez adresser ces documents à la direction régionale de l'ASP territorialement compétente et vous référer à l'annexe 3 de la convention ou au tableau listant les sites de gestion de l'ASP (*lien vers la page professionnels*).

Foire aux questions

Les bénéficiaires du dispositif prime à la conversion

◇ Le client a un revenu fiscal de référence par part inférieur ou égal à 13 489 euros, quels sont ses avantages ?

Dans une approche solidaire, les ménages ayant un revenu fiscal de référence par part inférieur ou égal à 13 489 euros bénéficient de plusieurs avantages :

- vous pouvez bénéficier d'une prime à la conversion pouvant s'élever, en fonction de la catégorie du véhicule, de 3 000 € à 5 000 € pour l'achat d'un véhicule avec un taux d'émission de dioxyde carbone compris entre 0 et 50 grammes par kilomètre ;
- vous pouvez bénéficier d'une prime à la conversion pouvant s'élever, en fonction de la catégorie du véhicule, à 3 000 € pour l'achat d'un véhicule avec un taux d'émission de dioxyde carbone compris entre 51 et 104 grammes par kilomètre soit compris entre 51 et 109 grammes par kilomètre ([vérifier les conditions d'éligibilité du véhicule acquis](#)) ;
- S'agissant du revenu fiscal de référence par part, l'avis d'imposition à prendre en compte est celui de l'année précédant l'acquisition du nouveau véhicule (Ex : pour un véhicule acheté en 2021 l'avis d'imposition à prendre en compte sera celui de 2020 au titre des revenus de 2019).
- vous pouvez bénéficier de 1 100 euros au lieu de 100 euros dans le cadre de la prime à la conversion pour l'achat d'un deux-roues ou trois-roues motorisés ou d'un quadricycle électriques neufs (véhicules de catégorie L).

◇ Comment savoir si mon client a un revenu fiscal de référence par part inférieur ou égal à 13 489 euros ?

Si le revenu de référence fiscal du client (qui figure sur l'avis d'imposition en page 1) par part est inférieur ou égal à 13 489 euros alors il pourra bénéficier des avantages listés dans la question précédente.

Le calcul qui doit être effectué est le suivant :

$$\text{Niveau de situation fiscale} = \frac{\text{RFR}}{\text{Nbre de part}}$$

Exemple : Le RFR du client est de 40 000€, le nombre de part dans le foyer fiscal est de 3 parts. Alors le client est éligible car le RFR est inférieur à 40 467 €.

Foire aux questions

Exemple : Le RFR du client est de 40 000€, le nombre de part dans le foyer fiscal est de 3 parts. Alors le client est éligible car le RFR est inférieur à 40 467 €.

Nombre de part(s) fiscale	Revenu Fiscal de Référence
1	13 489 €
1,25	16 861.25 €
1,5	20 233.5 €
1,75	23 605.75 €
2	26 978 €
2,25	30 350.25 €
2,5	33 722.5 €
2,75	37 094.75 €
3	40 467 €
½ part supplémentaire	6 744.5
¼ part supplémentaire	3 372. 25 €

S'agissant du revenu fiscal de référence par part, l'avis d'imposition à prendre en compte est celui de l'année précédant l'acquisition du nouveau véhicule (Ex : pour un véhicule acheté en 2021 l'avis d'imposition à prendre en compte sera celui de 2020 au titre des revenus de 2019).

◇ Comment savoir si mon client fait partie des ménages français les plus modestes ?

Si le revenu de référence fiscal du demandeur (qui figure sur l'avis d'imposition en page 1) par part est inférieur à 6 300 euros alors il pourra bénéficier de cette prime.

Nombre de part(s) fiscale (s)	Revenu Fiscal de Référence
1	6 300 €
1,25	7 875 €
1,5	9 450 €
1,75	11 025 €
2	12 600 €
2,25	14 175 €
2,5	15 750 €
2,75	17 325 €
3	18 900 €
½ part supplémentaire	3 150 €
¼ part supplémentaire	1 575 €

Ex : Le RFR du demandeur est de 15 000€, le nombre de part dans le foyer fiscal est de 3 parts. Alors le client est éligible car le RFR est inférieur à 18 900€.

S'agissant du revenu fiscal de référence par part, l'avis d'imposition à prendre en compte est celui de l'année précédant l'acquisition du nouveau véhicule (Ex : pour un véhicule acheté en 2021 l'avis d'imposition à prendre en compte sera celui de 2020 au titre des revenus de 2019).

Foire aux questions

◇ **Comment fonctionne la prime dédiée aux « gros rouleurs » ?**

Le client peut bénéficier d'une prime pouvant s'élever, en fonction du prix et du taux d'émission de CO2 du véhicule, de 3 000 € à 5 000 €, si la distance entre son domicile et son lieu de travail est supérieure à 30 kilomètres (60 km aller-retour) ou s'il effectue plus de 12 000 kilomètres par an dans le cadre de son activité professionnelle avec son véhicule personnel.

◇ **Est-ce qu'une personne rattachée fiscalement à ses parents peut bénéficier de la prime à la conversion?**

Oui. Si le demandeur est rattaché au foyer fiscal de ses parents, il peut prétendre à la prime à la conversion. Ainsi, si le foyer fiscal a un revenu fiscal de référence par part inférieur ou égal à 13 489 euros, alors il sera considéré comme ayant un revenu fiscal de référence par part inférieur ou égal à 13 489 euros. Et si le foyer fiscal a un revenu fiscal de référence par part supérieur à 13 489 euros, alors il sera considéré comme ayant un revenu fiscal de référence par part supérieur à 13 489 euros.

◇ **Si le délai de conservation du véhicule et le nombre de kilométrage avant de le céder n'a pas été respecté ou si le contrat de location a été porté à moins de deux ans, est-ce que le client doit restituer l'aide ?**

Oui. Le code de l'énergie prévoit en effet que le véhicule doit être conservé par l'acquéreur :

- au moins les six mois suivant sa première immatriculation et jusqu'à avoir parcouru au moins 6 000 kilomètres dans le cas d'une voiture particulière ou d'une camionnette (conditions cumulatives) ;
- au moins un an suivant sa première immatriculation et jusqu'à avoir parcouru au moins 2 000 kilomètres dans le cas d'un véhicule à moteur à deux ou trois roues et quadricycles (conditions cumulatives).

De la même façon, si l'aide a été versée pour une location et que la durée du contrat est portée à moins de deux ans postérieurement à sa signature, sa restitution est obligatoire.

La restitution des aides, dans le cadre de l'acquisition comme de location, intervient dans un délai de trois mois suivant la cession du véhicule ou la modification du contrat (article D. 251-5 du code de l'énergie).

◇ **Est-ce qu'un client qui a hérité d'une vieille voiture il y a plus d'un an et qui n'a pas fait refaire le certificat d'immatriculation peut bénéficier de la prime à la conversion dans le cadre de l'acquisition ou la location d'un véhicule peu polluant ?**

Oui. En revanche, il vous appartient de produire, au jour de la demande, un document probant (un certificat d'hérédité, une attestation du notaire) faisant apparaître votre qualité de propriétaire du véhicule destiné à être mis au rebut depuis au moins un an (condition énoncée à l'article D. 251-3 du code de l'énergie).

Foire aux questions

- ◇ **Est-ce qu'un locataire d'une voiture qui n'a pas fait refaire le certificat d'immatriculation à la levée d'option d'achat du véhicule, datant de plus d'un an, peut bénéficier de la prime à la conversion dans le cadre de l'acquisition ou la location d'un véhicule peu polluant ?**

Non. En effet il lui appartient de produire, au jour de votre demande, un certificat d'immatriculation faisant apparaître sa qualité de propriétaire du véhicule destiné à être mis au rebut (condition énoncée à D. 251-3 du code de l'énergie). De plus, afin de justifier la possession du véhicule depuis au moins un an, il doit fournir un document probant, tel que le certificat de cession établi par le loueur au moment de la levée d'option d'achat du véhicule. Un document établi postérieurement n'est pas recevable.

- ◇ **Si le nom de mon client a changé et qu'il n'a pas fait refaire son certificat d'immatriculation, peut-il percevoir l'aide ?**

Oui. Néanmoins, en cas de discordance entre l'identité ou la raison sociale du bénéficiaire de l'aide et l'identité ou la raison sociale du titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule mis au rebut, la copie d'une pièce officielle prouvant qu'il s'agit d'une même personne doit être transmise à l'Agence de services et de paiement.

- ◇ **Dans le cas d'un couple, si le certificat d'immatriculation du véhicule neuf est établi au nom de l'un des époux alors que le véhicule destiné à être mis au rebut est immatriculé au nom de l'autre époux, peuvent-ils bénéficier de la prime à la conversion ?**

Oui et seulement pour les couples mariés/pacsés qui souhaiteraient acquérir ou louer un véhicule peu polluant au nom d'un des époux et remettre pour destruction un véhicule dont le certificat d'immatriculation indique le nom de l'autre époux, il suffit que le lien entre les époux soit justifié par un livret de famille ou une convention de PACS.

- ◇ **Dans le cas d'un couple, si l'un des époux souhaite acquérir un véhicule propre (la facture et le certificat d'immatriculation seront à son nom) et que celui-ci apparaît seulement comme co-titulaire sur le certificat d'immatriculation du véhicule destiné à la mise au rebut, peut-il bénéficier de la prime à la conversion ?**

Oui. Le bénéficiaire de l'aide doit être l'acquéreur du véhicule et être mentionné comme titulaire ou comme co-titulaire sur le certificat d'immatriculation du véhicule ainsi que sur certificat d'immatriculation de l'ancien véhicule.

- ◇ **Si le certificat d'immatriculation du véhicule destiné à la mise au rebut est établi au nom de l'enfant de mon client, est-ce que mon client peut bénéficier de la prime à la conversion dans le cadre de l'acquisition ou la location d'un véhicule peu polluant ?**

Non. Pour avoir droit au versement de la prime à la conversion, il faut que véhicule acheté ou loué soit au même nom que celui du véhicule destiné à être détruit (condition indiquée à l'article D. 251-3 du code de l'énergie).

- ◇ **Est-ce qu'un gérant d'une société peut bénéficier de la prime à la conversion lorsque le véhicule peu polluant est acquis ou loué par la société et que le certificat d'immatriculation du véhicule destiné à la mise au rebut véhicule est établi à mon nom propre du gérant de la société ?**

Non. Pour avoir droit au versement de la prime à la conversion, il faut que véhicule acheté ou loué soit au même nom que celui du véhicule destiné à être détruit (condition indiquée à l'article D. 251-3 du code de l'énergie).

Foire aux questions

Les véhicules repris et achetés

◇ Un deux-roues, un trois-roues et un quadricycle sont-ils éligibles à la prime à la conversion ?

Oui. Depuis 2018, le code de l'énergie prévoit que la prime à la conversion bénéficie aussi à la catégorie des véhicules à moteur à deux ou trois roues, ou quadricycles (au sens de l'article R. 311-1 du code de la route). Elle est toutefois ouverte seulement pour le véhicule acquis ou loué et non pour le véhicule mis au rebut. Autrement dit, le véhicule mis au rebut doit être une voiture particulière ou une camionnette pour bénéficier de la prime à la conversion pour l'achat d'un véhicule à moteur à deux ou trois roues, ou quadricycles. En outre, cette catégorie de véhicule fait l'objet de conditions particulières à savoir :

- le véhicule acquis ou loué doit être neuf ;
- le véhicule acquis ou loué doit utiliser l'électricité comme source d'énergie ;
- le véhicule acquis ou loué ne doit pas utiliser une batterie au plomb et la puissance maximale nette du moteur doit être supérieure ou égale à 2 kilowatts en application du règlement (UE) 168/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 ou à 3 kilowatts en application de la directive 2002/24/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 mars 2002.

◇ Si la mise au rebut du vieux véhicule intervient avant la date de facturation du nouveau véhicule, est-ce que mon client peut bénéficier de la prime à la conversion ?

Oui. Depuis le 1^{er} Janvier 2019, la mise au rebut d'un vieux véhicule doit intervenir dans **les trois mois précédant ou les six mois suivant la date de facturation** dans le cadre d'une acquisition ou la date du 1^{er} versement du loyer dans le cadre d'une location. Par conséquent, si la mise au rebut intervient en dehors de ces délais, elle ne peut permettre le bénéfice de la prime à la conversion.

◇ Est-ce que le véhicule destiné à être mis au rebut doit être à jour au niveau du contrôle technique ?

Non. Le véhicule ne doit pas être gagé, et ne pas être endommagé au sens des dispositions des articles L. 327-1 à L. 327-6 du code de la route ou faire l'objet d'un contrat d'assurance en cours de validité depuis au moins un an à la date de sa remise pour destruction ou à la date de facturation du véhicule acquis ou loué.

◇ Est-ce qu'un véhicule DERIV VP ou VASP peut donner droit à la prime à la conversion ?

Oui. Les véhicules DERIV VP ou VASP sont éligibles à la prime à la conversion.

◇ Le véhicule destiné à être mis au rebut doit être immatriculé en France en série normale ou avec un numéro définitif. Qu'est-ce que l'on entend par immatriculation en série normale ou avec un numéro définitif ? Est-ce qu'un véhicule diplomatique ou un véhicule avec une immatriculation spécifique peut donner droit à la prime à la conversion ?

Une immatriculation en série normale se définit en opposition à une immatriculation en série spéciale. Les séries spéciales sont les séries spéciales TT et TTT, ainsi que les séries spéciales diplomatiques et assimilées CMD, CD, C et K dont les conditions d'attribution et les modalités de délivrance sont définies par une réglementation interministérielle (défense, économie, finances et budget, intérieur et décentralisation, relations extérieures et urbanisme, logement et transports), suivant l'arrêté du 5 décembre 1984 relatif à l'immatriculation des véhicules.

Foire aux questions

Néanmoins le nouvel arrêté du 9 février 2009 relatif à l'immatriculation des véhicules, actuellement en vigueur, ne reconnaît pas cette qualification juridique. Il établit l'immatriculation en numéro définitif, qui se définit en opposition à l'immatriculation provisoire.

Aussi, un véhicule immatriculé en séries spéciales avant 2009, et non nouvellement immatriculé depuis, ne peut pas faire l'objet de la prime à la conversion. Cependant, s'il a été ré-immatriculé après l'entrée en vigueur de l'arrêté de 2009, et qu'il ne fait pas l'objet d'une immatriculation provisoire, il peut bénéficier de la prime à la conversion sous réserve de remplir les autres conditions d'éligibilités.

Les véhicules diplomatique bénéficient d'un statut spécifique et d'une double immatriculation : une immatriculation définitive et une immatriculation diplomatique. Ils ont une immatriculation définitive et sont éligibles à la prime à la conversion.

◇ **Comment s'assurer que le centre de véhicules hors d'usage (VHU) est bien agréé ?**

Les centres VHU agréés pour la destruction de véhicules (voitures particulières et camionnettes) font l'objet d'un agrément délivré par le préfet du département. Ces centres sont aisément identifiables par un numéro d'agrément qui doit être apposé à l'entrée de leur établissement.

Pour trouver un centre VHU agréé, vous pouvez vous adresser à la préfecture de votre département, qui met à disposition, sur son site internet ou sur place, la liste des professionnels agréés les plus proches de chez vous.

La liste des centres VHU agréés par département est également disponible sur le site internet du ministère de la transition écologique et solidaire, à l'adresse internet suivante : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/vehicules-hors-dusage>

◇ **Comment vérifier si un véhicule CTTE électrique ou hybride rechargeable respectant la contrainte d'autonomie est de classe I, de classe II ou de classe III ?**

La classe du véhicule est déterminée par sa masse de référence correspondant à la masse du véhicule en ordre de marche moins la masse uniforme du conducteur de 75 kg, augmentée d'une masse uniforme de 100 kg. Le poids G « Poids à vide national (en Kg) » de la carte grise est assimilé au poids du véhicule en ordre de marche.

-La classe I correspond à une masse de référence inférieure ou égale à 1305 kg

-La classe II à une masse de référence strictement supérieure à 1305 kg et inférieure ou égale à 1760 kg

-La classe III à une masse de référence strictement supérieure à 1760 kg.

Foire aux questions

Le dispositif Bonus écologique 2021

◇ Quelles sont les règles du bonus écologique véhicule neuf applicables au client ?

Pour appliquer les règles du bonus écologique, il est impératif de se baser sur la date de facturation ou sur la date de versement du premier loyer du nouveau véhicule, notamment :

Pour déterminer le dispositif qui va s'appliquer lors du calcul de votre aide. Exemples :

- * Si la date de facturation de votre nouveau véhicule est le 30 juin 2021 inclus, alors votre demande de bonus écologique relèvera du dispositif en vigueur le 21 janvier 2021
- * Si la date de facturation de votre nouveau véhicule est le 2 juillet 2021, alors votre demande de bonus écologique relèvera du dispositif en vigueur le 1er juillet 2021
- * Si la date de facturation du nouveau véhicule est le 28 juillet 2021 alors votre demande de prime à la conversion relèvera du nouveau dispositif qui rentre en vigueur le 26 juillet 2021

Pour déterminer l'éligibilité de votre demande :

Vous disposez d'un délai de 6 mois à compter de la date de facturation du nouveau véhicule pour déposer votre demande. Si ce délai est dépassé, vous ne pourrez plus déposer votre demande sur l'extranet.

Pour déterminer si vous pouvez bénéficier de la période transitoire :

Pour appliquer la période transitoire et bénéficier du régime le plus favorable dans votre calcul d'aide, il convient de remplir trois conditions cumulatives :

- * Faire l'acquisition d'un véhicule neuf
- * La date de commande est avant le 30 juin 2021 inclus
- * La date de facturation doit intervenir avant le 31 Décembre 2021 inclus

◇ Quel est le montant du bonus véhicule neuf ?

Les véhicules éligibles au bonus écologique doivent avoir un taux d'émission de CO2 inférieur ou égal à 50g/km. Avec la réforme les montants du bonus écologique dépendent :

- du coût d'acquisition du véhicule (montant toutes taxes comprises en prenant en compte les cas échéant le prix d'acquisition ou location de la batterie)
- de la catégorie CE du véhicule : VP, VASP ou CTTE
- De la catégorie M2, M3, N2, N3
- du type d'utilisateur faisant la demande :
 - * une personne physique
 - * une personne morale

Foire aux questions

- de la domiciliation du demandeur dans l'une des collectivités d'outre-mer suivantes : Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, Réunion

Il convient se référer aux [barèmes suivants](#).

◇ Quels sont les éléments à prendre en compte pour calculer le coût d'acquisition ?

Le coût du véhicule neuf TTC inclut le montant catalogue additionné des équipements intrinsèques du véhicule ainsi que de la valeur vénale de la batterie électrique.

Les services annexes (du type immatriculation, frais de courtage, transport pour convenance de l'acquéreur, essence...) ne sont pas pris en compte.

L'éligibilité et le montant de l'aide sont déterminées à partir du coût du véhicule, tel que décrit ci-dessus, et après déduction de toutes remises commerciales octroyées par le professionnel.

Pour information : la valeur vénale d'une batterie louée équivaut à la valeur d'achat de la batterie. Aussi, si une batterie de 9 000 euros TTC est louée 100 € par mois pendant 36 mois, alors la valeur de la batterie à prendre en compte pour le calcul de l'aide est : 9 000 euros.

◇ Quelles sont les règles du bonus écologique véhicule d'occasion applicables au client ?

Le décret n° 2020-1526 du 7 décembre 2020 instaure un bonus écologique pour les voitures particulières et camionnettes électriques d'occasion.

Une aide d'un montant de 1 000 euros est attribuée aux personnes physiques faisant l'acquisition, à compter du 09/12/2020, d'un véhicule ayant fait l'objet d'une première immatriculation depuis au moins deux ans suivant la date de facturation ou de versement du premier loyer et dont le taux de CO2 est inférieur ou égal à 20 g/km.

Le véhicule acquis ne doit pas appartenir à un membre du même foyer fiscal.

◇ Quelles sont les conditions pour bénéficier du bonus véhicules lourds ?

Le décret n° 2021-37 du 19 janvier 2021 instaure un bonus écologique pour les véhicules appartenant à la catégorie des véhicules lourds **utilisant l'électricité, l'hydrogène ou une combinaison des deux comme source exclusive d'énergie** :

- une aide d'un montant maximal de 50 000 euros (40% du coût d'acquisition toutes taxes comprises, augmenté le cas échéant du coût de la batterie si celle-ci est prise en location dans la limite de 50 000 €) est attribuée aux véhicules appartenant à la catégorie N2 ou N3 (véhicules conçus et construits pour le transport de marchandises) ;
- une aide d'un montant maximal de 30 000 euros (40% du coût d'acquisition toutes taxes comprises, augmenté le cas échéant du coût de la batterie si celle-ci est prise en location dans la limite de 30 000 €) est attribuée aux véhicules appartenant à la catégorie M2 ou M3 (véhicules conçus et construits pour le transport de passagers) ;

Foire aux questions

◇ Quelles sont les conditions pour bénéficier de la majoration bonus pour les collectivités d'outre-mer ?

Le décret n° 2021-37 du 19 janvier 2021 met en place une surprime de 1 000 € pour les DOM : le montant de l'aide bonus écologique est majoré de 1 000 euros lorsque le véhicule est acquis ou loué par une personne physique domiciliée dans une collectivité régie par l'article 73 de la Constitution (département 971, 972, 973, 974, 976) ou par une personne morale justifiant d'un établissement domicilié dans l'une des collectivités susmentionnées, et qu'il circule dans l'une des collectivités susmentionnées dans les six mois suivant son acquisition.

Pour toute question complémentaire, vous pouvez joindre l'assistance téléphonique au :

